

ne perd rien pour attendre et les coûts, l'an prochain, seront beaucoup plus élevés; il vaut donc mieux aller de l'avant dès maintenant.

Je doute que cette mesure ait eu beaucoup d'effet cette année. Peut-être en aura-t-elle davantage l'année prochaine? Quand les experts nous parlent sur ce ton, nous doutons de l'efficacité de certaines des mesures adoptées par le gouvernement. Si celui-ci peut nous présenter un programme anti-inflationniste dont l'application nous inspire confiance, il aura l'appui de la Chambre. Jusqu'à présent, il n'en a rien fait, aussi, voulons-nous vérifier le niveau des dépenses du gouvernement. Nous voulons voir jusqu'à quel point on peut lui faire confiance au sujet d'un certain nombre des mesures qu'il a prises. C'est dans cet esprit, monsieur l'Orateur, que je demande aux députés d'appuyer la motion de l'opposition condamnant les actes posés jusqu'ici par le gouvernement à cet égard.

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je veux me joindre aux députés qui ont félicité les motionnaires de l'Adresse. Certains d'entre eux n'ignorent pas que j'ai eu moi-même l'honneur de m'acquitter de cette tâche, lors de l'ouverture de la session du centenaire. C'est un honneur, je le sais, qui fait date dans la carrière d'un parlementaire. Je ne crois pas m'avancer en disant que beaucoup de députés ont partagé le souci qu'a exprimé le député de Sarnia (M. Cullen) lorsqu'il a parlé de l'inconséquence grandissante, semble-t-il, de l'attitude du public à l'égard du Parlement.

En ma qualité de nouveau venu à la Chambre, je suis amené à conclure, non sans répugnance, que si l'on se place du point de vue du public, nous ne sommes peut-être plus au centre névralgique de l'action, au sens strict de cette expression devenue familière. Le public mène ses propres affaires de son côté et s'en remet à nous pour garder la boutique. En d'autres termes, il semble que le genre de discussions que nous avons eues au cours de ce débat ainsi que certains des discours que nous avons entendus indiquent, en fait, que nous nous préoccupons trop du présent et pas assez de l'avenir.

On ne considère pas assez les buts et les objectifs du Canada. Résultat: nous ne sommes pas vraiment sur la même longueur d'onde que les gens que nous essayons de représenter ici. La situation est très facile à comprendre. Aucun de nous, je pense, ne soutiendrait qu'il n'y a pas beaucoup de vérité dans un vieil adage—j'aimerais le paraphraser—qui dit en quelque sorte que les

affaires d'intérêt immédiat nous obligent plus ou moins à éloigner les crises. En d'autres termes, c'est toujours le présent qui semble nous préoccuper et nous inquiéter, et nous n'avons guère le temps de parler de demain.

La question de la boutique, comme je l'appelle, est très importante aux yeux des Canadiens. Il est très important que nous appliquions le meilleur de nos talents et nos plus grandes aptitudes à la gestion des affaires immédiates de l'État, mais je tiens à dire et à souligner que ce travail n'est pas notre unique tâche à la Chambre. En fait, le public canadien accorde tout autant d'importance à l'initiative requise pour fixer des objectifs pour l'avenir, pour clarifier les buts de la nation: il veut tout autant que nous ayons la clairvoyance voulue pour essayer de façonner les institutions de notre pays et de prévoir ce qui aura lieu dans 5, 10 ou 20 ans. A mon avis, nous sommes en partie responsables du fait que nous ne soyons peut-être pas encore à la hauteur de cette tâche. Sauf tout le respect que je dois à l'opposition, je comprends et j'admets que si j'étais à sa place j'agisrais peut-être exactement comme elle, car son attitude relève de la sagesse conventionnelle. A mon sens, les honorables vis-à-vis ont dit bien des choses qui ne servent guère, en vérité, à résoudre les problèmes immédiats et qui ne nous aident certes pas à définir les buts, les objectifs et les orientations que j'ai mentionnés.

Ainsi, on a énuméré assez bien et nous avons entendu un exposé à satiété des insuffisances sociales et économiques très évidentes. Ce sont là des problèmes que nous connaissons aussi bien que les vis-à-vis. Ils sont certainement bien connus des Canadiens qui souffrent de ces insuffisances. L'opposition s'est bornée à signaler ce qui n'allait pas et à demander ce que le gouvernement avait fait à ce propos? Révérence gardée, j'affirme qu'on n'a guère donné d'indications concises et explicites de ce que les partis d'opposition eux-mêmes feraient dans les mêmes circonstances. Pour paraphraser une expression familière concernant un autre conservateur: lorsqu'ils disent qu'il y a des solutions immédiates, dans leur for intérieur ils savent qu'ils ont tort.

• (3.40 p.m.)

Le chef de l'opposition (M. Stanfield) doit sûrement savoir mieux que tout autre que c'est vrai. Malgré ce que vient de dire le préopinant, chose certaine, et j'en suis sûr, cela préoccupe les honorables vis-à-vis, la conférence de Niagara n'a pas réussi à s'entendre sur un programme précis pour lutter